



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Banque de France

Question écrite n° 11825

Texte de la question

M. Albert Facon * appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le projet de restructuration des implantations territoriales de la Banque de France. Il s'étonne de cette décision alors que dans le même temps le Gouvernement entend vanter les mérites de la décentralisation et de l'essor des services de proximité qu'elle induit. Or ces missions de proximité font bien sûr partie des attributions de la Banque de France puisqu'elle traite, entre autres, les dossiers de surendettement des particuliers et qu'elle recense diverses informations relatives aux entreprises, permettant ainsi la consultation de fichiers d'autant plus pertinents qu'ils sont traités à proximité du demandeur. Il souhaite connaître les suites qui seront données à ce projet, ainsi que les mesures qui seraient prises, le cas échéant, pour pallier le déficit de service public de proximité.

Texte de la réponse

Le gouverneur de la Banque de France a confié en octobre dernier deux missions d'étude au secrétaire général de la banque sur l'évolution du réseau des succursales et sur l'avenir des opérations avec la clientèle particulière. Les deux rapports sur l'évolution de ce réseau ont été remis au gouverneur le 7 février. Ces documents techniques ont été immédiatement diffusés au personnel, aux organisations syndicales et mis à la disposition des élus locaux. Dans un contexte en profonde évolution, ces études examinent comment la banque peut effectuer les mêmes missions de manière plus efficace avec un réseau plus resserré. Seules les opérations avec la clientèle particulière, qui n'ont plus de justification, seraient interrompues. S'est ensuite ouverte une consultation large et approfondie des personnels et des élus. Cette consultation fournira les éléments complémentaires permettant de donner un contour définitif au projet de modernisation de l'implantation territoriale de la banque. Le gouverneur de la Banque de France a d'ores et déjà indiqué, à la suite des échanges conduits avec les représentants du personnel et des élus, qu'il s'orientait vers une organisation départementale du réseau et qu'il n'y aurait aucun licenciement, quel que soit le statut des agents. Pour garantir l'exercice des missions de service public par les succursales, l'Etat conclura également avec la Banque de France un contrat de service public, qui précisera les objectifs qui lui sont assignés en matière de service public rendu aux usagers, notamment en matière de gestion des dossiers de surendettement. En tout état de cause, l'Etat entend conforter la Banque de France dans sa volonté de jouer tout son rôle dans la vie économique locale. Celui-ci doit néanmoins être conçu dans le souci d'optimiser la gestion dont l'établissement est comptable devant la Nation.

Données clés

Auteur : [M. Albert Facon](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (14^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 11825

Rubrique : Banques et établissements financiers

Ministère interrogé : économie
Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 10 février 2003, page 937

Réponse publiée le : 7 avril 2003, page 2725